

à la connaissance du demandeur requérant, ce que ce dernier admet;

“Considérant que la présente motion n'est bien fondée que sur un seul chef: le défaut de signature de l'ordonnance de l'injonction interlocutoire par un juge de cette cour, et qu'elle est mal fondée sur tous les autres;

“Considérant que la présente motion, à la date de sa présentation, après celle de même nature de la défenderesse-intimée, ne peut avoir d'autre résultat que de multiplier des frais inutiles, vu que le défendeur-intimé allègue spécialement n'être que l'employé de la défenderesse-intimée;

“Considérant que le dit défendeur-intimé connaissait, à la date de sa présente motion, le jugement du 4 décembre 1913, annulant et cassant l'ordonnance d'injonction interlocutoire quant à son maître et commettant;

“Vu le jugement sur l'action principale condamnant le défendeur-intimé à payer \$350.00, de dommages au demandeur, conjointement et solidairement avec la défenderesse-intimée, précisément pour avoir exécuté les travaux pour lesquels l'injonction interlocutoire a été émise;

“Par ces motifs: casse et annule, quant au dit défendeur-intimé, Henri Beaucage, l'injonction interlocutoire émanée en cette cause; renvoie la requête libellée du dit demandeur requérant quant au dit défendeur-intimé Beaucage, mais sans frais.

J. B. Brousseau, C. R., avocat du demandeur.

Cardin et Allard, avocats des défendeurs.

NOTES.—Le même jour M. le juge Bruneau rendit jugement, entre les mêmes parties, dans une autre action basée sur les mêmes faits, dans laquelle le demandeur demandait à ce que les défendeurs fussent condamnés à rétablir la maison louée dans son état primitif, de manière à la rendre habitable comme avant. La cour a maintenu l'action et à condamné